

C'est à un vrai coup de force auquel François Hollande s'est livré contre l'état social et contre la République. Il supprime toute unité territoriale en introduisant la structuration à la carte pouvant aller jusqu'à la disparition de départements et en transférant des pouvoirs réglementaires au niveau local. Cette orientation libérale ne conçoit l'aménagement du territoire qu'en terme de concurrence.

Tout son discours n'avait qu'un objectif, s'attirer les bonnes grâces des grands patrons. Pas un mot pour les salariés, pour tous les privés d'emploi et précaires de notre pays. Avec les 50 milliards de réduction de dépenses publiques et l'exigence de réduction des dépenses des collectivités, François Hollande vient de déclarer l'état d'austérité générale. Outre les 30 milliards d'euros de cotisations familiales qui vont être transférés des entreprises vers les ménages, le Medef peut se féliciter des autres annonces. Le Medef qui aime tant les chartes, les pactes et les Hauts comités de régulation va adorer le pacte de responsabilité, il n'y aura pas de contreparties obligatoires, tout juste un observatoire de plus.

Silence dans les rangs, telle est la devise du président de la République qui annonce l'engagement de la responsabilité du gouvernement. Ceux qui croyaient qu'ils pourraient discuter du contenu du pacte de responsabilité ont la réponse : c'est à prendre ou à laisser. D'ailleurs un Conseil stratégique de la dépense usurpera le rôle attribué par la Constitution aux commissions des finances et à la Cour des Comptes.

François Hollande se soumet une fois de plus à la vision de Monsieur Barroso et de Madame Merkel d'un fédéralisme européen qui nie la souveraineté populaire. La convergence européenne est pour lui est un nivellement vers le bas de la fiscalité des entreprises au niveau allemand.

Face à ce social-libéralisme assumé, nous appelons tous ceux qui refusent cette politique jusque dans les rangs du PS et EELV à construire avec nous l'opposition de gauche aujourd'hui indispensable.

Le temps est à la résistance, au parlement , dans les urnes et dans la rue.